Solidaires Finances Publiques Tarn

Cocagne et Castagne

LE JOURNAL DE LA SECTION SYNDICALE SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES TARN

Le changement dans la continuité ?

C'est par ces mots que notre nouveau directeur Thierry GALVAIN a ouvert le collège des chefs de service du 20 octobre 2016. Cette phrase aurait pu être la brève de ce journal, si Monsieur FERMANEL ne nous avait pas fait ce cadeau avant son départ (à lire plus loin).

"Le changement", effectivement, on le voit tous les jours : de plus en plus de tâches à rendre, de stress au travail, de difficultés à accomplir l'ensemble de nos missions, de contribuables agacés et agressifs.

La force de tous les agents de la DGFiP

L'industrialisation des tâches n'est pas applicable partout et surtout pas à la DGFIP de par la complexité et l'évolution permanente de la matière, que ce soit du côté SPL, de la fiscalité professionnelle ou personnelle.

"Dans la continuité", le directeur veut sans doute parler des suppressions d'emplois qui une nouvelle fois touchent les services du département du Tarn. Si le calcul, laisse apparaître un solde de 7 suppressions d'emplois au 1er janvier 2017, nous ne sommes pas dupes, car ce chiffre tient compte de la création du Pôle d'Évaluation Départemental (emplois domaines pris aux départements de l'Aveyron et du Tarn-et-Garonne) et d'une aide à la mise en place du Prélèvement A la Source (+ 2 contrôleurs).

En réalité si on ne tient pas compte de ces créations exceptionnelles, se sont 12 emplois qui sont supprimés dans le Tarn.

Le positionnement des suppressions d'emplois 2017 par le direction, nous laisse entrevoir le schéma de l'Aménagement des Structures et du Réseau 2018. En effet, en supprimant un emploi dans des postes comptables de 3 personnes, la direction prend le parti de mettre sciemment ces structures en difficultés. Ces services ne pouvant plus fonctionner correctement le directeur pourra alors proposer à la Centrale de les supprimer. Il en va de même pour les services déjà menacés par une fusion, comme le SIE de Mazamet.

VOTONS Solidaires

REPORT DES ELECTIONS TPE/TPA :
Faire voter SOLIDAIRES autour de nous
du 30 décembre 2016 au 13 janvier 2017.

15 novembre : rassemblement pour sauver notre service public

Un rassemblement intersyndical (Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP) était organisé devant le Centre des Finances Publiques de Castres le 15 novembre 2016.

Pour l'occasion, Solidaires avait créé une immense banderole qui a été tendue sur la façade du centre. Le site a été fermé au public sur décision de la direction.

Toute la matinée, en ce jour d'échéance pour la Taxe d'Habitation, les militants ont distribué des tracts au public pour les sensibiliser à la disparition prochaine d'un service public qu'ils sont toujours plus nombreux à solliciter.

Une très large majorité des usagers nous a manifesté son soutien et a vivement critiqué les plate-formes téléphoniques, le tout internet et la destruction du service public de proximité. La réorganisation de la CAF a été citée en exemple de ce que les usagers ne veulent pas.

Cette journée de grève a bénéficié d'une importante couverture médiatique : La Dépêche, le Tarn Libre, le Journal d'Ici, France 3 Tarn.

De fait, Solidaires Finances Publiques exprime un profond regret : ce rassemblement a surtout reposé sur les militants des trois syndicats engagés dans cette journée.

Réunis en Assemblée Générale en fin de matinée, ceux-ci ont naturellement conclu qu'ils ne peuvent pas à eux seuls poursuivre la lutte contre les suppressions d'emplois. La grève n'a donc pas été reconduite.

Gardons néanmoins à l'esprit qu'avec 29,29 % de taux de grève, le Tarn se place au-dessus de la moyenne nationale : c'est un signal que ni la direction, ni la DG ne peuvent ignorer.

Extrait de FRANCE 3 Tarn
19/20 du 15 Novembre 2016

Qui a dit ?

" On s'éloigne de vous pour se rapprocher de vous ! "

C'est par ces mots que Philippe FERMANEL, notre ancien directeur adjoint a vendu les fermetures des 3 trésoreries aux élus locaux. Selon lui, le fait de regrouper les services doit permettre de mieux repondre aux attentes des collectivités. Par contre, il faudra doubler les distances pour venir nous voir.....

Protection des personnels OUI / Flicage des personnels NON

La DDFiP du TARN a fait installer des caméras de vidéo-surveillance au CFIP d'Albi, de Gaillac, Castres et Mazamet. Si pour le premier site d'Albi, les membres du CHS-CT avaient été consultés, il n'en a pas été de même pour les trois autres sites. En effet, ce n'est que le jour de l'installation que les agents ont été informés sans aucune concertation sur l'emplacement du matériel et son utilisation.

Après interpellation de la Direction, nous avons pu faire modifier certains angles de prise de vue qui ne doivent en aucun moment filmer le poste de travail des collègues chargés de l'accueil. En effet, la vidéo-surveillance a été mise en place par la Direction pour sécuriser les espaces d'accueil suite à la montée au niveau national du nombre d'incivilités vis à vis des collègues en charge de la réception des contribuables. Sur chaque site équipé, sont installés un ou plusieurs écrans de contrôle, qui ne doivent pas être détournés par les chefs de services pour en faire un outil de flicage de leurs agents. C'est contraire à la loi et Solidaires Finances Publiques sera très vigilant sur le sujet. Le système permet de garder les enregistrements sur 15 jours. Seule la Direction a les codes pour visionner les bandes et uniquement en cas d'agressions ou d'intrusions.

SOURIEZ! VOUS ÊTES FILMÉS

Pour information, début décembre 2016, alors que les systèmes de surveillance étaient installés, la DDFIP du TARN, n'avait toujours pas l'autorisation Préfectorale pour les utiliser !!!

L'expression de Solidaires 81

Union Syndicale Solidaires Sud chimie

Seulement 6 mois après sa création, la section SUD Chimie de chez Pierre FABRE obtient des résultats impressionnants aux élections.

SUD Chimie a présenté des candidats sur 9 sites et obtient des élus sur 8 sites distincts et devient la troisième force syndicale avec presque 14% au niveau de l'Unité Économique et Sociale, c'est à dire l'ensemble des sites Pierre Fabre en France. 5 syndicats sont maintenant représentatifs.

Mandats électifs : 46 élus. 24 sièges en Comité d'Entreprise. 34 sièges en Délégué du Personnel.

Plusieurs Mandats désignatifs dont 1 Représentant Syndical au Comité International d'Entreprise et 1 au Comité Central d'Entreprise.

Encore bravo à eux !

La formation syndicale : une nécessité et une question de crédibilité

Solidaires Finances Publiques propose chaque année un grand nombre de formations, suivies par de nombreux militants. Les sujets sont très divers : défense des agents en CAPL, conditions de travail et CHSCT, communication... Au mois de novembre 2016, un stage « Réflexes militants » a été organisé à Castres pour les sections de la région. Une journée était consacrée à l'histoire du syndicalisme, la création de notre syndicat, les luttes importantes qui ont été menées dans la Fonction Publique et dans notre administration, avec les acquis obtenus. La seconde journée était tournée vers des mises en situation : participer à une audience, animer une HMI, rédiger une pétition...

6 militants tarnais y ont participé : nous leur avons demandé ce qu'ils pensent de la formation syndicale et de ce stage.

Vous avez récemment participé au stage « Réflexes militants ». La plupart d'entre vous militent déjà depuis longtemps, mais la section accueille aussi avec plaisir un tout nouveau militant. Qu'avez-vous pensé de ce stage ?

Maïté, Maryse et Gérard : Excellent stage ! Ça nous a fait une bonne remise à niveau et nous avons appris pas mal de choses sur l'histoire du syndicalisme et de notre syndicat en particulier.
Mickaël : Pour moi, qui suis nouveau dans le militantisme, ce stage constitue une base solide. Cela m'a beaucoup appris sur mon syndicat.

Est-ce que cela va vous permettre de mieux militer ?

Mickaël : Oui, tout à fait. Ce stage m'a bien fait comprendre que nous sommes tous capables de militer. L'envie est importante, mais il y a aussi une technicité à acquérir pour bien défendre les collègues. D'ailleurs, j'espère pouvoir participer aux autres formations proposées par le syndicat.
Maïté, Maryse et Gérard : Nous en ressortons avec une vision plus claire sur notre façon de militer. Cela nous conforte dans les valeurs que nous portons et pour lesquelles nous nous battons.

Dans le contexte actuel, être absent du bureau pendant 2 jours pour suivre cette formation peut représenter un poids pour certains. Que leur diriez-vous ?

Tous : Oui, bien sûr, cela représente un investissement, car nous savons bien que le boulot nous attend sur nos bureaux à notre retour. Mais justement : avec les suppressions d'emplois, les charges de travail qui augmentent, les difficultés vécues par les collègues qui tombent de plus en plus dans la résignation, nous avions besoin de ce stage. Il nous a motivé ou re-motivé. Il nous a rappelé que se battre permet des victoires, alors que la résignation conduit à coup sûr à la capitulation. C'est un temps nécessaire car il nous permet ensuite de mieux lutter et mieux aider les collègues.

En tant que secrétaire de section, pourquoi suivre des formations syndicales ?

Nicolas : Je milite depuis plus de 20 ans et je trouve que les formations qui nous sont proposées nous permettent de compléter et mettre à niveau nos connaissances. Compte tenu des évolutions que nous connaissons au sein de notre administration, il est primordial de se tenir à jour afin de pouvoir répondre aux collègues qui nous sollicitent.
Chaque année, ce sont ainsi des centaines de militants qui se forment pour mieux défendre les agents de la DGFIP. Pour Solidaires Finances Publiques, la technicité est un élément essentiel puisqu'elle est la base de notre crédibilité : analyse des documents de l'administration, préparation des instances, préparation des dossiers de défense des agents, connaissance de nos règles de gestion et des textes légaux régissant nos carrières et nos conditions de travail... C'est ce qui fait que les agents nous accordent leur confiance.